

BRENNUS 4.0

LETTRE D'INFORMATION DU CENTRE
DE DOCTRINE ET D'ENSEIGNEMENT
DU COMMANDEMENT

AVRIL 2019

Le recrutement, la formation et l'emploi des troupes locales comme vecteur stratégique de succès chez Lyautey

Exemple avec les spahis et les goumiers

Par le colonel Arnaud de LA GRAND'RIVE

L'utilisation des troupes locales par le maréchal Lyautey a constitué un élément essentiel de sa stratégie de pénétration, de pacification, de ralliement des populations puis d'unité du Maroc. En s'appuyant sur des forces régulières et particulières, issues de toutes les tribus du Maroc, il a su également utiliser tactiquement des combattants locaux aguerris, qui agissaient en découverte et en unités de renseignement d'unités plus lourdement harnachées, et qui dès les années 30, ont fini par tenir les territoires pacifiés. Cet article décrit la vision de Lyautey sur ce qu'était le rôle de l'armée d'Afrique dans l'œuvre coloniale, la formation et l'emploi de troupes locales à travers les spahis et les goumiers, enfin il propose des enseignements à tirer de cette expérience dans le cadre du partenariat militaire opérationnel actuel et de la stratégie d'influence qui l'accompagne.



d'adaptation puisqu'en 130 ans d'existence, elle a permis de constituer et stabiliser un Empire mondial, puis servi de socle à la reconquête du territoire national. Depuis les débuts de la professionnalisation, avec le renforcement de la notion d'identité qui la sous-tend, nombre d'unités se réfèrent à elle. Croissants musulmans et étoiles chérifiennes ont fleuri sur les fanions et les épaulettes de nombreux régiments.

Cette armée d'Afrique était d'abord une armée d'indigènes ou d'étrangers, notamment dans l'infanterie et la cavalerie, encadrés en grande partie par des officiers et des sous-officiers français. Durant les quarante dernières années de son existence (1920-1960), elle a été un modèle d'intégration et de fraternité d'armes. Elle a développé une attitude culturelle, philosophique et politique nouvelle. Elle a servi de base à la création de certaines armées nationales en fournissant des cadres expérimentés et aguerris au moment des indépendances. Elle a également, ne l'éludons pas, suscité des frustrations ou des prises de conscience chez les soldats indigènes. Certains se sont transformés en leaders politiques et révolutionnaires au lendemain des campagnes de la Seconde Guerre mondiale auxquelles ils avaient participé, sans véritable retour sur investissement.

L'armée d'Afrique s'inscrit dans une démarche constante de notre pays, au cours de son histoire, de brasser soldats français et guerriers locaux pour tenir les territoires et faire la guerre, depuis le recours aux Hurons ou aux Algonquins de la Nouvelle France, jusqu'à celui des minorités Méo, Nung ou Thaï dans la lutte contre le Vietminh. Elle continue de fasciner l'officier français et plus largement l'armée de Terre. Elle reste une référence d'aventure, d'intrépidité et

Le père fondateur de cette armée d'Afrique est Louis-Hubert Lyautey, même si Thomas-Robert Bugeaud a été le premier à utiliser des troupes



indigènes dans sa lutte contre l'émir Abd el-Kader, puis créé les bureaux arabes. Paradoxalement, le maréchal Lyautey s'est peu exprimé dans ses écrits sur l'apport des troupes locales, se concentrant davantage sur les troupes coloniales européennes et notamment sur leurs officiers. Ces troupes indigènes ont pourtant été un élément déterminant dans son œuvre de pacification et de construction du Maroc. Avant lui, la France avait structuré un outil de conquête, l'armée coloniale, constituée à l'origine de différents corps expéditionnaires envoyés en Afrique ou en Asie, auxquels avaient été adjoints des troupes indigènes. Épousant l'esprit du Protectorat, dont le but officiel était davantage l'accompagnement que l'exploitation, Lyautey va éduquer les cadres de cette armée d'Afrique pour tisser une relation durable et pacifiée, une considération mutuelle entre eux et leurs soldats indigènes.

Hubert Lyautey est le symbole de ce tournant humaniste et moderne de la relation entre le soldat français et le guerrier autochtone. Il va emmener avec lui une quatrième génération d'officiers, de cadres civils coloniaux et renouveler la doctrine de l'Empire dans sa façon d'appréhender l'indigénat.

Avant d'étudier le recrutement, la formation, l'entraînement et l'engagement au combat des troupes régulières et particulières¹ au service de la France et du Maroc, en prenant respectivement pour exemple les goumiers et les spahis, il est nécessaire de rappeler la lignée d'officiers et d'administrateurs coloniaux dans laquelle Lyautey s'inscrit, afin de mieux appréhender le tournant qu'il a amorcé au sein de cette armée d'Afrique, puis de formaliser les bases de l'état d'esprit qu'il a insufflé à tous les acteurs qui la composaient. Ensuite, l'étude des exemples qu'ont été les goumiers (troupes particulières) et les spahis (troupes régulières), laboratoires de cette armée d'Afrique, permettront de montrer combien l'utilisation des troupes locales par Lyautey a été une réussite. Enfin, il s'agira de tirer les leçons de cette expérience de l'armée d'Afrique sur les opérations actuelles, le partenariat militaire opérationnel et plus largement la stratégie d'influence de la France.

■ 1. L'action coloniale selon Lyautey : de l'exploitation au partenariat

Après la première vague de colonisation qui intervient entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, la France se lance dans une nouvelle phase de conquête en 1830 avec l'intervention en Algérie. Sous différents régimes, l'armée française va modeler une première génération d'officiers et d'administrateurs militaires coloniaux dont les plus marquants sont les généraux Bugeaud, Yusuf, Dumas, de Lamoricière ou Du Barail. L'heure est à la conquête, la soumission des populations, la destruction de l'ennemi révolté sous la bannière de la Guerre sainte, l'installation de colons et l'organisation d'une administration coloniale avec les fameux



bureaux arabes. Bugeaud est alors tourné vers une stratégie directe purement militaire de recherche du choc brutal contre l'adversaire ou d'étranglement de celui-ci², à laquelle doit succéder une colonisation administrative et agricole des territoires. Trente ans plus tard, une autre génération s'aventure en Afrique de l'Ouest. Le général Faidherbe mène une campagne de conquête, notamment sur le fleuve Sénégal, qui est moins brutale que celle de l'Algérie. Les expéditions en Afrique sahélienne se termineront à l'extrême Est avec la bataille, puis la crise de Fachoda et l'aventure de la colonne du capitaine Marchand. Une troisième génération à la fin du XIX^e siècle se concentre sur l'Indochine et Madagascar. Le maréchal Gallieni en est le plus fameux représentant. En Indochine, il mit en pratique « l'occupation progressive », en établissant des postes militaires qui servaient aussi de marchés d'échanges avec les indigènes. Concernant les autorités locales, il s'agit alors d'épouser les intérêts du « Mandarin » plutôt que de lutter contre lui et de pratiquer la politique de la « tache d'huile », en évitant la manœuvre des « colonnes répressives » pratiquées en Algérie. Plutôt que s'aliéner le colonisé, mieux vaut le rallier et convertir progressivement les régions conquises³. Élevé à l'école Gallieni, Lyautey, fasciné par le Maghreb lors des deux séjours opérationnels qu'il a faits en Algérie, va appliquer au Maroc sa propre théorie qui consiste, dans le cadre particulier du Protectorat, à respecter scrupuleusement les lois coutumières et religieuses, à s'appuyer sur les autorités politiques (le *Makhzen*,

¹ Il faut entendre ici particulières comme n'obéissant pas au régime général. C'était le cas notamment pour les goumiers ou les troupes méharistes.

² Colonnes mobiles qui se déplacent en appui mutuel et qui encerclent ou harcèlent l'ennemi ; construction de fortins sur les routes et axes de communications ; organisation de raids comme à Isly.

³ Lyautey affirme : « Quand une opération militaire y a décimé les habitants et courbé les têtes sous la terreur, le premier effroi calmé, il germait dans la masse des ferments de révolte que les rancunes accumulées par l'action brutale de la force feront croître encore ».

c'est-à-dire le Sultan et plus globalement l'État marocain) et les forces locales, pour pacifier une région, quitte à aller au-delà des seuls intérêts français. Une quatrième génération d'officiers coloniaux va ainsi se développer pendant trente ans dont les plus fameux représentants sont le capitaine de Bournazel ou encore le lieutenant Duboyer de la Tour. La pierre angulaire de l'approche Lyautey est en effet le rôle qu'il attribue à l'officier colonial, non pas simple guerrier mais administrateur, architecte, fermier, ingénieur. Le mythe de l'officier colonial humaniste, inspiré par les idées du « rôle social de l'officier », vivant au milieu des troupes indigènes et des populations, va inspirer la littérature et le cinéma de l'époque. C'est cette génération d'OAI, d'officiers méharistes⁴, de tirailleurs ou de spahis qui commandera l'armée d'Afrique durant les campagnes d'Italie et d'Alsace (notamment les généraux Juin, de Monsabert ou Guillaume). Enfin, l'armée d'Afrique ou plus globalement coloniale, a connu une autre génération, la cinquième, durant la période de la décolonisation. Ce sont les officiers engagés dans la guerre révolutionnaire et la lutte contre-insurrectionnelle, où la population et les forces locales deviennent un enjeu de pouvoir dans une lutte à mort contre un ennemi guidé par les doctrines marxistes de conquête politique. Enfin, il y a une sixième génération que l'on pourrait affilier à cette chaîne de cadres militaires coloniaux : les officiers et sous-officiers des troupes de Marine. Dans le contexte post-colonial des soixante dernières années, les TDM, héritiers d'une partie de l'armée coloniale (non pas les Africains, ni les Sahariens, mais plutôt ceux de l'Afrique équatoriale, de Madagascar et de l'Indochine), ont basculé sur une double logique de service outre-mer, principalement au titre de la coopération en Afrique saharienne et sub-saharienne, et d'armée professionnelle expéditionnaire cultivant une capacité amphibie.

Dans cette chaîne d'officiers et d'administrateurs militaires, Lyautey est probablement celui qui a démontré qu'un pays pouvait être pacifié et vivre en paix prioritairement par l'adhésion du pouvoir politique local, le respect des populations et l'emploi prioritaire de forces locales bien encadrées. Dès que la répression a été utilisée en Algérie pendant la conquête, au Maroc pendant la guerre du Rif en 1925 ou après le massacre de Ouedzem en 1955, en Syrie dans la montagne druze dans l'entre-deux-guerres, ou encore à Madagascar en 1947, elle a laissé des stigmates et a fourni des arguments aux révolutionnaires les plus durs.

Dans l'action coloniale de Lyautey, une ambiguïté demeure. Souhaitait-il à terme l'indépendance du Maroc, finalité non spécifiée dans le dernier texte établissant le Protectorat en 1912, ou voulait-il maintenir coûte que coûte la tutelle de la France ? Il était fasciné par la monarchie marocaine, en tant que régime politique, mais il défendait les intérêts de la France, notamment contre d'autres puissances européennes. Il n'a probablement jamais voulu répondre à cette question, privilégiant les effets de sa politique (le développement du Maroc) sur l'objectif ultime.

■ 2. La doctrine Lyautey sur le recrutement, la formation et l'emploi des forces locales

Fier de ses expériences en Algérie, en Indochine et à Madagascar, Lyautey, lorsqu'il est désigné pour pacifier le Maroc à partir de l'Algérie et du réduit de Casablanca, va développer pendant quinze ans un état d'esprit auprès des cadres militaires et civils, valoriser les troupes indigènes⁵ et restructurer l'armée d'Afrique.



Tout d'abord, il s'évertue à protéger les autorités et les populations locales en réclamant « empathie et générosité » chez les cadres militaires et civils. De même que les officiers des affaires indigènes sont là pour protéger les populations contre les demandes croissantes des colons, l'officier d'encadrement des troupes indigènes doit faire preuve d'humanité et d'exemplarité à l'égard de ses soldats avec lesquels il doit vivre, s'entraîner et combattre en permanence, notamment lorsque les unités sont déployées en campagne. Pas de séparation au bivouac entre cadres français et gradés

⁴ Le livre d'Emmanuel Garnier sur le rôle des Sahariens publié récemment, met en évidence que cette génération d'officiers coloniaux a aussi exercé ses talents dans d'autres régions, en maintenant pendant plusieurs décennies la *paix nazaréenne* contre la violence des rezzous dans les confins sableux de l'Afrique sahélo-saharienne.

⁵ C'est une évolution dans sa personnalité puisqu'il vante davantage les qualités des troupes européennes que celles des troupes locales, tirailleurs tonkinois ou soldats hovas, au sortir de ses campagnes d'Indochine et de Madagascar.

ou soldats marocains. Cette recherche de brassage est particulièrement vraie dans les unités particulières (goums ou méharis) où l'officier vit en permanence avec ses hommes, tissant des liens d'amitié forts. Cette forme de paternalisme est directement issue de ses précédents écrits, notamment du « Rôle social de l'officier ».

L'autre pilier de cette doctrine Lyautey est la valorisation des Marocains eux-mêmes au sein de l'encadrement administratif ou militaire. Le Résident général a bien compris que la logique de corps expéditionnaire était fragile puisqu'elle reposait sur un retrait ou une diminution significative à terme des troupes envoyées en campagne. Dès son arrivée, il décuple l'initiative de création des premiers escadrons, compagnies et goums. Il estime que les spahis et tirailleurs algériens employés par le corps de débarquement du général d'Amade doivent être remplacés par des unités marocaines constituées au début d'Arabes issus de la Chaouïa (le Maroc des plaines et des collines dans le triangle Casablanca-Fès-Marrakech), puis de Berbères lors de la phase de pacification de l'Atlas. Il veille au mélange tribal des unités pour éviter l'esprit de clans. Il sait qu'il ne pourra compter que temporairement sur les unités européennes (légionnaires, zouaves, chasseurs d'Afrique), qui d'ailleurs par la suite seront en grande partie rappelées sur le front dès 1914. Les premières unités sont constituées à partir des tabors (bataillons) du Sultan. Seule la Garde noire (unité de protection du Sultan) est préservée. Très vite, il souhaite que des officiers et des sous-officiers marocains, en fonction de leurs potentiels, soient intégrés dans l'encadrement des unités indigènes. Ainsi, des officiers issus des « grandes tentes » (familles nobles du royaume chérifien) sont promus dans les unités régulières, notamment de cavalerie.

Lyautey va également modifier le profil et l'emploi de l'armée d'Afrique déployée au Maroc. Dès son arrivée et au lendemain de la Première Guerre mondiale, il demande à l'état-major des officiers « haut du panier ». Il recherche notamment un type de profil particulier pour les officiers des affaires indigènes⁶ et pour ceux dédiés à l'encadrement des goums, du fait des compétences multiples demandées et de l'autonomie laissée aux intéressés sur des régions immenses. Contrairement aux officiers des bureaux arabes créés en Algérie lors de la conquête, il souhaite que les OAI marocains appartiennent à un corps centralisé, géré à part, avec une formation très complète d'un an dispensée d'abord à l'université d'Alger puis, dans un centre de perfectionnement à Meknès, enfin à partir de 1920 au tout nouvel Institut des Hautes Études Marocaines à Rabat. C'est ce que demandait déjà le général Yusuf dans son livre « De la guerre en Afrique », mais qu'il n'obtiendra jamais. Il va également changer la façon dont l'armée d'Afrique fait la guerre. Au concept de colonnes mobiles d'intervention, utilisées en Algérie, chargées de pacifier une région immense par des opérations « coup de poing », constituées de cavaliers et de fantassins français, étrangers ou de tribus ralliées de longue date, il pratique la politique du ralliement et de l'intégration de combattants rebelles et le contrôle systématique de tous les territoires incertains par les OAI et les goums. L'armée doit éviter d'user des « colonnes répressives », mais implanter la troupe d'origine locale sur le terrain, et respecter les traditions autochtones. La présence est ainsi permanente et l'objectif des

combats n'est plus la destruction d'un adversaire à châtier, mais bien son ralliement à la cause du Sultan et à l'union du Maroc. À son départ en 1925, l'armée d'Afrique accueille dans ses rangs les meilleurs officiers qui choisissent de servir dans les unités régulières, au sein des OAI ou des goums. Durant la Seconde Guerre mondiale, le Maroc sera tenu par des unités indigènes, notamment les goums, avec en partie des cadres marocains. On doit en grande partie à Lyautey cet accroissement qualitatif et cette indigénisation de l'armée d'Afrique. Le général Andréa chargé de pacifier la Syrie en 1925-1926, après la répression féroce mais vaine menée par le général Sarrail sur la montagne druze, emploiera la même méthode : « En remplacement du corps expéditionnaire, le recrutement de nos forces doit être local parce que les partisans connaissent le pays, la langue et sont un puissant moyen de rapprochement avec la population qui fait le vide devant nos colonnes ». Dans un souci de responsabilisation des autorités et de la population locale, ce principe sera repris par le maréchal Lattre, dans son application de la « vietnamisation » du conflit indochinois à partir de 1952, avec en plus la volonté affichée de créer une armée nationale.



Lyautey a également veillé comme Résident général à disposer d'une véritable liberté d'action vis-à-vis de Paris et à une unité de commandement sur le théâtre (services de renseignement, unités régulières et particulières). Il ne supportait pas que tel ou tel service de métropole interfère en soutenant clandestinement ou officiellement des tribus ou des factions, en infraction avec les alliances franches qu'il avait lui-même décidées. En cela, il s'affranchissait des interventions régulières des états-majors centraux et du pouvoir politique sur la constitution des forces et la coordination des opérations de conquête puis de pacification, comme ce fut le cas en Algérie. Les relations avec les tribus ralliées ou rebelles, l'engagement de troupes régulières ou particulières, toute décision d'opération dépendait de lui, de son état-major ou de ses subordonnés. De même, alors qu'en Algérie les opérations étaient menées selon une logique régionale (par région militaire), Lyautey veillait à la cohérence d'ensemble. Aucune opération n'était lancée dans une région de l'Atlas sans que le rapport de forces, les possibilités de bascule d'un territoire vers un autre et la disponibilité d'engagement des troupes ne soient mesurés dans la Chaouïa (centre Maroc), le littoral ou le Rif. Cette concentration-unicité du commandement a évité de nombreuses déconvenues, même lors de la révolte sévère menée par Abdelkrim en 1925 dans le Rif, où la situation a été contrôlée jusqu'à l'arrivée des

⁶ L'idée de création du corps des officiers des affaires indigènes remonte à la fin du XIX^e siècle en Algérie. Contrairement aux officiers des bureaux arabes qui constituaient un corps d'officiers indépendants de tout commandement, les OAI avaient autorité sur les forces armées dans leur secteur.

renforts dont a profité le maréchal Pétain dans sa reprise en main vigoureuse, avec des troupes venues de France équipées de matériels modernes.

Enfin, concernant le recrutement, la formation et l'emploi des troupes locales, Lyautey s'inscrivait pleinement dans une logique de stratégie intégrale et indirecte, loin des concepts prussiens en Europe, ou même anglais pour leurs colonies, de guerre totale à outrance et de stratégie directe où il s'agissait d'exterminer l'adversaire, qu'il soit européen ou indigène (on pense aux théories de Clausewitz ou de Ludendorff pour les guerres européennes, à celles du Président américain Andrew Jackson vis-à-vis des Indiens d'Amérique et d'Horatio Herbert Kitchener dans les conflits contre les Mahdistes, puis les Boers). Lyautey faisait de la stratégie sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose. Ces troupes locales menées par des officiers des armes ou des OAI devenaient les vecteurs d'une stratégie intégrale faite de manœuvres militaires de contournement, de développement économique (notamment par l'installation de souks florissants ou la construction de voies de communication) et de diffusion culturelle et religieuse de l'autorité sacrée et centralisée du Sultan. Cette stratégie intégrale était accompagnée d'une stratégie indirecte de ralliement ou de contre-guérilla souple où il s'agissait non pas d'exterminer l'adversaire et de déporter les populations, mais de montrer sa force pour l'amener à déposer les armes⁷. Lorsque Lyautey a été relevé de ses fonctions de Résident général en 1925 face aux difficultés à contenir la révolte du Rif⁸ menée par Abdelkrim, le choix a été fait par le maréchal Pétain de revenir à une stratégie totale punitive de répression des populations, de destruction du système économique régional (bétails, cultures, marchés) et d'écrasement de l'adversaire par la force mécanique, décision qui laissera des cicatrices chez les Marocains (création de partis indépendantistes dès les années 30 ; massacres d'Européens dans les années 50, dont celui particulièrement sanglant de Oued-Zem, mode d'action terroriste qui n'est pas dans la culture marocaine.)

■ 3. Le recrutement, la formation, la vie courante et l'emploi des troupes particulières⁹ : l'exemple des goums

Le parcours de ces troupes atypiques dépendantes du *makhzen* chérifien (gouvernement du Sultan), aux ordres d'officiers des Affaires indigènes, doit être connu.

À l'origine, les premiers goums sont créés lors de la conquête de l'Algérie. Le principe n'est pas nouveau. Dans un souci de recueil de renseignement et d'économie des forces, chaque conquérant

a toujours eu recours aux supplétifs, employés en infanterie ou cavalerie légère, souvent en découverte en avant des armées, en coups de main sur les arrières ou en troupe d'appoint pendant les batailles. Ainsi les goumiers algériens participeront, à partir de 1907, à la reprise sous contrôle du Maroc, entre Casablanca et Fès. Alors que les premiers goums recrutés durant la conquête de l'Algérie sont des troupes incertaines, sans encadrement français, dont la loyauté est parfois ambiguë (Yusuf se plaint dans ses écrits de leur collusion avec les tribus rebelles), ceux du début du XX^e siècle sont devenus des auxiliaires indigènes dévoués à leurs chefs, aptes aux escarmouches et aux razzias, commandés par des officiers des Affaires indigènes d'Algérie.

En 1908, le général d'Amade commandant le corps de débarquement de Casablanca crée les six premiers goums¹⁰, comprenant chacun 150 goumiers à pied et 50 à cheval, recrutés parmi les tribus de la Chaouïa, qui seront intégrés comme « forces supplétives » à partir de 1912. Ils seront cinquante et un en 1934 (soit 10 000 goumiers) à la fin de la Pacification et une centaine en 1939. Ils seront répartis sur l'ensemble du pays, de l'Atlantique à l'Algérie, du Rif au Sahara.

Leur recrutement se fait après autorisation du Sultan (à l'époque de Lyautey, les sultans Mouley Youssef et Mohamed V). Les premiers goums sont recrutés parmi les tribus arabes fraîchement ralliées du centre du pays, dans les douars, sous le contrôle des chefs locaux, les caïds et les pachas. Par la suite, lors de la conquête des montagnes, les goumiers seront recrutés dans les populations berbères du *bled siba*, la partie du pays en défiance contre le pouvoir central du *Makhzen*. Lyautey insiste dès 1912 pour renforcer l'encadrement français qui, peu à peu, est désormais issu de la métropole, et non des unités servant en Algérie, et qui profite de la toute nouvelle formation civilo-militaire dispensée à Meknès puis à Rabat. Chaque goum est constitué d'un capitaine, trois lieutenants, un officier interprète, un médecin, un sous-officier comptable, sept sous-officiers d'encadrement, tous français. L'habillement est rudimentaire (avec la djellaba couleur d'écorce, la *rezza*, coiffure de laine typique, et les *nahallas*, sandales de cuir). L'encadrement local, à base de sous-officiers jusqu'au grade d'adjudant, de brigadiers-chefs et brigadiers, se densifie dès 1912. Les sous-officiers sont notamment la pièce maîtresse du goum. Originaires de toutes les armes, ils sont soudés autour du capitaine et sont animés du même état d'esprit que lui.

Sommaire au départ, la formation des goumiers va se structurer avec leur équipement en armement moderne. Tout en conservant leur légèreté et leur rusticité (uniforme, paquetage, monture), chaque goum va recevoir très tôt des fusils modèle

⁷ « La base même de toute ma doctrine de guerre coloniale est la négation de l'action de force préalable et violente ; il s'agit d'envoyer en éclaireur des troupes locales et des officiers de renseignement formés aux coutumes musulmanes. C'est cette façon d'agir qui économise au maximum l'effort et les risques et les vies humaines, celle qui laisse après elle le moins de dommages, dès qu'il s'agit de construire, ce qui est le but, et le but ultime, de toute guerre coloniale. »

⁸ L'armée française au Maroc constituée de 65 000 hommes est alors partagée entre deux fronts : celui de Taza à l'est de Fès et celui du Rif au Nord. Après des diminutions d'effectifs, Lyautey n'obtiendra jamais les renforts qu'il demande pour réinvestir le Rif.

⁹ Particulière est ici entendu dans le sens du règlement militaire coutumier auquel les goumiers ne sont pas astreints. Leur engagement doit être renouvelé chaque année (2 ans selon les périodes), au contraire de toutes les autres troupes de l'armée d'Afrique. Mais ce ne sont pas des supplétifs. Ils sont bien intégrés dans l'armée d'Afrique et sont régis par instruction ministérielle.

¹⁰ Le général Picquart, ministre de la Guerre, conseillé par Lyautey qui a vu tout le bénéfice de ces troupes particulières lors de son séjour dans le Sud-Oranais à Aïn Sefra, donne l'autorisation de recruter les goums marocains.



En se révélant d'une grande souplesse d'emploi, déployés au milieu des populations arabes puis berbères, ils auront constitué la troupe la plus économique qu'il soit et la plus conforme aux besoins du commandement, à savoir la lutte contre la guérilla et le quadrillage du bled. Leur exemple fera des émules pendant les luttes contre-révolutionnaires des années 50-60, avec la formation des groupes de montagnards thaïs, méos et nungs en Indochine, ou pendant la guerre d'Algérie avec les commandos de chasse et les harkas, avec malheureusement parfois les excès que l'on connaît. Car sous l'impulsion de l'état d'esprit voulu par Lyautey, jamais des troupes supplétives n'ont été aussi proches des populations qu'elles servaient et qu'elles respectaient, sous le contrôle des OAI et de leurs officiers.

1886, puis quatre fusils-mitrailleurs et deux mitrailleuses. L'instruction se fait sur le lieu du bivouac d'hiver, le *kechla*, à la discrétion du commandant du goum, une fois par semaine ou chaque jour. Exercices de tir, manœuvres tactiques renforcent la cohésion du goum qui sans cesse accueille de nouvelles recrues issues de tribus parfois rivales. L'unité se fait également autour du capitaine et du lieutenant, figure charismatique pour lequel chaque goumier est son *sahab*, son homme lige, qui le suivra au *baroud* jusqu'à la mort.

Les goumiers ne sont pas encasernés. Ils vivent en hiver autour d'un poste, en saison chaude en opérations. Le goumier vit en famille. Un emplacement du *kechla* est donné aux célibataires. En déplacement, chaque goumier devra emporter quatre jours de vivres. Le commandant du goum est seul responsable de la gestion et des finances du goum, le sous-officier comptable tenant le registre d'engagement et celui de la paye.

Leur emploi va également évoluer. Initialement le Goum était destiné à prouver aux Marocains que la France respecte l'Islam et que des relations de confiance existent avec des populations musulmanes arabes puis berbères, mais aussi pour recueillir un maximum de renseignements utiles à la connaissance du pays et à la poursuite des opérations. Ainsi, les Goums sont immédiatement implantés sur des points névralgiques, leur mission principale étant de renseigner le commandement en combattant sans excès, mais sans faiblesse, un ennemi mordant, souvent fanatisé par la Guerre sainte et bien armé. Ils doivent être en mesure d'appuyer les mouvements et les colonnes des troupes régulières en opérations, par des actions de découverte, de protection des arrières ou des flancs. Peu à peu, aguerris par d'incessants combats, les goums ont acquis la cohésion qui leur permet de mener des opérations en autonome, de tenir seuls des postes au contact de la dissidence. En 1939, après 31 ans d'existence, c'est la centaine de goums qui quadrillera le pays pacifié, assurant sa sécurité et sa fidélité au Sultan et à la France et protégera les principaux axes de communication.

À noter enfin que contrairement au drame des montagnards indochinois ou des harkis, les goumiers furent parfaitement intégrés à l'armée marocaine et le roi Hassan II salua plusieurs années plus tard leur engagement et celui de leurs cadres français au service du royaume et de sa population.

4. Le recrutement, la formation, la vie courante et l'emploi des troupes régulières locales : l'exemple des spahis

Autant la création et le développement des goums appartiennent davantage à l'aventure marocaine, autant ceux des spahis trouvent ses racines dans la conquête de l'Algérie. Même si Lyautey, esthète soigneux de son image, aime paraître en burnous bleu et blanc, il ne compte dans l'histoire des spahis que parce qu'il est le premier à proposer des cavaliers indigènes pour participer aux combats d'août-septembre 1914.

Pour remédier aux charges imposées aux troupes françaises sur un terrain difficile et sous un climat éprouvant, pour suppléer aux pertes dues à la maladie et au rappel par Paris d'une partie importante du corps expéditionnaire en Algérie, le roi Louis-Philippe entérine par ordonnance l'existence de spahis réguliers en 1841. Le corps reçoit organisation et statut (recrutement, avancement, hiérarchie, solde, etc.) Les colonels Moncey et Yusuf recrutent parmi les soldats du dey Hussein, dont beaucoup de Turcs, et les tribus guerrières d'Algérie (notamment kabyles). En 1841, il existe vingt escadrons de spahis algériens, soit 4 000 hommes et la valeur de quatre à cinq régiments. En 1939, il y aura trente régiments répartis entre l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et le Levant.

Chaque escadron est constitué à l'origine de 4 officiers français, 3 officiers indigènes, 20 sous-officiers et cavaliers français, 173 sous-officiers, brigadiers et spahis indigènes. Cette mixité

dans l'encadrement sera renforcée au Maroc sous l'impulsion de Lyautey et de ses successeurs. Il est à noter qu'au Maroc, étant donné le statut particulier du Protectorat, le recrutement doit être autorisé par le Sultan. C'est également par autorisation de Mohamed V que plusieurs régiments de spahis pourront être déployés en France en 1939-1940 et se battront du sud de Sedan au nord de Valence.

Les spahis, en tant que forces régulières, sont encasernés, vivent au quartier et suivent une instruction et un entraînement similaires aux chasseurs d'Afrique ou à toute troupe européenne (tir, manœuvre, entretien, etc.) Ils participent aux grandes manœuvres organisées annuellement. Chaque spahi porte un uniforme réglementaire adapté à ses origines.

Leur emploi varie selon les époques. En Algérie, après la conquête, ils constituent, avec les chasseurs d'Afrique, la partie montée des colonnes mobiles et sont chargés de réagir immédiatement, parfois brutalement, à toute tentative de soulèvement et d'appel à la Guerre sainte. Troupe rapide ou légère, montés sur leurs petits chevaux rustiques passant sur tous les terrains, y compris montagneux, ils éclairent les colonnes, exploitent dans la profondeur, contournent et attaquent de flanc l'ennemi. Mais pendant les grandes révoltes, ils seront de toutes les opérations menées contre les chefs rebelles (Abdel Kader en Algérie, Mouley Afid puis Abdelkrim au Maroc), pour disloquer par le choc la troupe ennemie. Précédés par les goums, ils constituent la pointe d'avant-garde des forces s'enfonçant dans le *bled siba* à chaque étape de la pacification du Maroc. Enfin, ces troupes régulières indigènes étaient originairement faites pour servir dans leur pays d'origine. Elles attestent de la fidélité guerrière des tribus arabes, berbères musulmanes à l'autorité française, dans le cas du Protectorat au Sultan et au *Makhzen*. Malgré les magnifiques faits d'armes enregistrés pendant les deux guerres mondiales (La Marne, Uskub, La Horgne, etc.), leur emploi en Europe sur les différents fronts occidentaux ou orientaux fut contre-nature. Lorsque l'auxiliaire indigène comprendra que le processus s'est inversé et que c'est lui qui vient au secours d'une autorité théoriquement protectrice devenue chancelante, le doute s'installera.

Initié en Algérie, le modèle « spahi », cavalier autochtone à encadrement français, a été répété ailleurs par l'armée française :



- en Crimée où Yusuf fut chargé de mettre sur pied des escadrons de cavaliers autochtones ;
- au Sénégal, avec une esquisse en 1843, puis la création effective de spahis sénégalais pour les opérations de pacification de 1872 à 1881 ;
- en Tunisie où le premier régiment de spahis tunisien a été formé en 1886 ;
- au Maroc, avec la création en 1912 de dix escadrons de spahis formés avec les tabors de cavalerie du Sultan du Maroc ;
- au Levant, où des escadrons tcherkesses et druzes sont créés et intégrés à des régiments de spahis marocains ou algériens.

■ 5. Quelles leçons pour les opérations d'aujourd'hui et de demain ?

Dans les conflits actuels, le partenariat militaire opérationnel sous toutes ses formes (opérationnelles, techniques, soutien à l'exportation) s'applique majoritairement au conseil et à l'encadrement de forces régulières, dans un contexte profondément différent de celui de la colonisation (Algérie, Indochine, Madagascar, AOF-AEF) ou des protectorats marocain et libano-syrien. En effet, la relation se fait désormais sur un pied d'égalité et non de dominants à dominés. De même, la confiance avec les forces locales est moindre actuellement qu'elle ne l'était dans les années 30 au Maroc, notamment en raison de la discontinuité relationnelle imposée par le cycle important des rotations et de la barrière créée par les conditions de protection encadrant le déploiement de toutes les forces françaises. Par ailleurs, le décalage éthique (notamment le rapport à la mort) et technologique est probablement plus fort aujourd'hui, entre unités françaises et forces locales, qu'il ne l'était à l'époque de Lyautey.

Mais au-delà du seul PMO et du cadre contemporain des engagements, une certaine similitude peut être trouvée entre les objectifs poursuivis, les critères de succès d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Tout d'abord sur les besoins et les objectifs, l'aide militaire que la France peut apporter à des pays alliés s'adresse, comme autrefois, à des troupes régulières (armées nationales). Devrait-elle à l'avenir concerner des entités particulières, voire irrégulières ? Comme à l'époque de Lyautey, cette aide se situe aujourd'hui sur un large spectre : formation initiale, encadrement et accompagnement au combat. Elle a aussi pour objectif la lutte contre un ennemi qui mène un combat idéologique et militaire de guérilla, constitué de combattants fanatisés, souvent motivés par la Guerre sainte ou les trafics, conduits par des chefs de guerre en dissidence contre le pouvoir central. Aujourd'hui comme demain, cette aide de la France vise à remplir quatre facteurs de supériorité opérationnelle des huit décrits dans le document prospectif *Action terrestre future* (ATF) de 2016 : la masse en complément et non en substitution des forces françaises, l'influence dans toutes ses composantes, la coopération, la compréhension.

Au-delà des critères de succès du PMO décrit par la DIA-3.4.5.1_AMO¹¹, ceux développés par Lyautey lors du Protectorat sont intéressants et toujours d'actualité. Transposés aujourd'hui, ils touchent à la formation des cadres français et étrangers de contact, au degré de confiance et au niveau d'imbrication entre forces françaises et locales, enfin au commandement politico-militaire et opérationnel :

- **L'empathie, la générosité, la curiosité bienveillante à développer en école** chez les officiers et sous-officiers français vis-à-vis des populations issues de l'Afrique ou du PMO. Nul doute que cela est déjà fait actuellement et qu'elle est une tendance naturelle du soldat français, mais cet état d'esprit doit être accentué, puisque les territoires potentiels d'intervention à longue durée concernent ces régions. Lyautey voulait que chaque officier appelé à servir en Afrique développe une forte culture islamique et un respect profond pour le droit coutumier, les us et coutumes des populations. Cette altérité et cette empathie méritent d'être aujourd'hui un critère de sélection dans les profils recherchés chez les officiers, dès le recrutement initial. La création d'un pôle PMO à l'EMSOME devrait favoriser cette acculturation.
- **La constitution d'un vivier d'officiers semblables aux OAI**, capables de conseiller les autorités souveraines locales, civiles et militaires et ayant une véritable influence sur les troupes locales, elles-mêmes mentorées par des équipes françaises sur un maillage à fixer, selon la propre catégorisation croissante de Lyautey : secteur, cercle, territoire. Les officiers ACM font un travail fondamental de reconstruction, de renseignement et d'insertion des forces françaises dans leur environnement opérationnel. Mais ils ne sont pas qualifiés pour tenir un rôle de conseil dans l'administration des territoires et le commandement de troupes locales. Les officiers concernés pourraient être choisis parmi les meilleurs officiers, au moment où ceux-ci vivent une période de transition : pendant les deux années d'officier-adjoint de compagnie ou dans la période qui suit la réussite à l'École de Guerre. Cela implique bien évidemment une formation adéquate qui peut commencer dès les écoles de formation initiale. Sans remettre en cause la souveraineté des États concernés, ces officiers participant au développement et au commandement en territoire hostile seraient sans doute une aide précieuse à la cohérence de nos opérations, à la lutte contre l'adversaire et au retour à la paix. Par ailleurs, le succès des OAI venait d'abord de la permanence qu'ils avaient dans leur zone (3-4 ans, voire plus). Aujourd'hui, un an de présence est la période qu'il faut viser pour retrouver cet état d'esprit qui a fait la force de la méthode Lyautey.
- En parallèle, **l'installation d'officiers des forces nationales sur les zones de conflits** dans un rôle d'administration et de retour à la paix civile. La réinstallation de préfectures,

de gendarmeries, d'hôpitaux, de marchés sans une période préalable d'administration militaire est souvent vouée à l'échec et mène à des drames (rezzous, exécutions, etc.). Pour cela, nos camarades officiers africains ou orientaux doivent être rompus aux fonctions civiles d'organisation publique (administration, droit, économie) adaptées à leur pays, pour les rendre capables, pendant une période intermédiaire, d'assumer des prérogatives politico-militaires dans les territoires reconquis sur les rebelles ou terroristes, avant d'effectuer un transfert réussi vers les autorités civiles légitimes. C'est le principe des ex-OAI de Lyautey. C'était également celui de l'école militaire de Dar El-Beïda (actuelle académie royale marocaine de Meknès), créée par Lyautey fin 1918, qui accueillait des élèves-officiers marocains pour les former à l'exercice du commandement mais également qui les préparaient à assumer des fonctions administratives de pachas, de caïds ou de khalifa dans les régions du Maroc. Cette approche est difficile à faire accepter par les autorités civiles. Mais elle est pragmatique en reconnaissant que le retour à la paix d'une région peut aussi passer par une administration militaire assurée par des officiers compétents, justes, préparés à la complexité des fonctions publiques. Dans ce cadre, tout en respectant la souveraineté des États, une sensibilisation sur l'observation du droit international humanitaire, faite notamment auprès des chefs des troupes locales, favoriserait l'installation d'un climat de confiance et éviterait des dérives préjudiciables aux populations toujours exposées.

- **L'intégration de petits volumes d'officiers issus des pays en guerre (de l'ordre de cinq par théâtre) dans les unités françaises déployées sur les zones d'opérations**, avec pour ceux qui ont fait un cursus complet¹² dans nos écoles de formation et ont suivi la mise en condition finale avant projection, la possibilité de vivre pleinement dans des compagnies de combat et de participer à leur commandement en opérations. Une telle démarche prive bien évidemment les armées nationales de certains de leurs meilleurs officiers, mais elle renforce l'interopérabilité avec nos forces et donc l'efficacité. L'expérience a déjà été lancée, par exemple au Mali, mais elle se fait sur de courtes périodes, dans le cadre de binômages et vise essentiellement à donner aux jeunes lieutenants africains, qui suivent un lieutenant français mentor, les bases de l'exercice du commandement. Ici, il s'agit de favoriser la confiance, la reconnaissance de la valeur des formations dispensées à nos frères d'armes et d'accroître l'intégration entre troupes françaises et locales. Bien sûr, une telle démarche suppose un volume plus important d'élèves-officiers issus des pays en guerre à Coëtquidan et dans nos écoles d'application. Ce système était en place dans l'armée d'Afrique, puisque des officiers indigènes commandaient des unités de combat¹³.

¹¹ Identification de la compétence requise, progressivité effective du transfert de compétences, contrôle régulier des acquis et mesure de la pérennité de l'empreinte laissée ; connaissances culturelles, linguistiques et prédisposition du personnel encadrant, capacité à s'adapter aux conditions locales et à un relatif isolement.

¹² Un cursus équivalent à celui d'un officier sous contrat ou celui des officiers de carrière (ESMSC-EMIA).

¹³ À titre d'exemple, servaient au 1^{er} Chasseurs d'Afrique en 1955 six lieutenants et capitaines marocains, totalement intégrés et en toute fraternité au groupe de leurs camarades français.

- **L'imbrication avec les populations et les combattants locaux alliés**, avec la gestion du risque opérationnel correspondant, alors que la robotisation et la prospective, par exemple sur les SALA¹⁴, pourraient laisser croire à une certaine distanciation entre les forces occidentales et la zone du combat de contact. Il ne s'agit plus de vivre en famille, en poste isolé, comme le faisaient nos aïeux à Erfoud ou à Taza, livrés à la seule sécurité des troupes locales, à l'image des officiers et sous-officiers de goums ou du service des OAI. L'intégrité physique du soldat français, la judiciarisation des opérations, l'exigence actuelle de standing de confort des postes rendent contre-productif un isolement non encadré, quelles que soient les conditions d'engagement des forces françaises déployées (en conventionnel ou non conventionnel). Cependant, la présence prolongée sur le terrain d'unités ou d'équipes d'encadrement françaises dans des conditions rustiques, au côté des forces locales, doit se faire avec l'acceptation d'une certaine prise de risque sur les élongations sanitaires, les capacités de moyens d'appui renseignés dédiés, le degré de protection des véhicules ou encore le volume du pion élémentaire autonome. Ces conditions d'emploi peuvent être appliquées à certaines unités conventionnelles (type GCP-GCM, SAED/PRI ou équipes d'encadrement type DIA-PMO/OMLT) capables en semi-autonomie d'acquiescer le « renseignement dit actionnable », créer l'incertitude chez l'ennemi et provoquer le respect et l'adhésion des troupes locales (forces armées nationales, milices).
- **L'assurance d'une complémentarité, et non d'une substitution, entre unités françaises et forces locales encadrées, dans une logique de passage de témoin progressif et de désengagement.** Dans le cadre d'une stratégie d'influence sur le partenaire et de suprématie sur l'adversaire, l'engagement d'équipes-détachements d'encadrement auprès de troupes locales ne doit se faire qu'en complément de forces conventionnelles françaises ou occidentales, souvent seules à même de mener les grandes opérations de neutralisation. Déjà à l'époque, ce n'est qu'après avoir atteint un certain degré de maturité et appuyés par les forces classiques (spahis, chasseurs, tirailleurs, légionnaires) que les goums ont pu tenir pratiquement seuls un Maroc apaisé et unifié de 1939 à 1945, après trente ans de pacification. Même s'il a inversé le ratio entre troupes françaises et indigènes entre 1912 et 1925, Lyautey a toujours réclamé dans nombre de ses rapports le maintien de forces métropolitaines, seules à même de créer le rapport de forces favorable et la concentration des efforts à l'occasion des grandes opérations. Ainsi, dans le cadre de la modélisation d'une armée occidentale à vocation d'intervention, il serait dangereux

d'imaginer que les effets recherchés sur l'espace aéro-terrestre peuvent être assurés par les seules troupes locales, appuyées de quelques équipes de cadres français au sol. Des divisions, des brigades ou des régiments de cadres, capables d'être projetés seuls en appui de pays alliés en guerre, dans un simple souci d'économie de moyens et d'empreinte faible au sol, ne pourront pas mener les opérations majeures qui font basculer la situation sur un théâtre. Le recrutement et l'engagement de forces locales permettent d'acquiescer du renseignement et fournissent une masse de combattants indispensable dans le maillage du terrain, l'organisation de la manœuvre et l'obtention d'un rapport de force favorable. Pourtant la supériorité tactique et technologique des unités occidentales est primordiale pour porter des coups décisifs à un ennemi asymétrique menant une lutte de guérilla.

- **La combinaison entre troupes françaises et forces nationales (ou groupes particuliers plus agiles) pour assurer une reconquête militaire, administrative et économique** des zones perdues. C'est ce qui est fait aujourd'hui en partie au Sahel au travers des OMCT¹⁵ et des opérations de la FC-G5S¹⁶. Mais la lourdeur de leur préparation, qui souvent éteint l'effet de surprise sur l'adversaire, et leur aspect éphémère, au regard de leur impact médiocre sur le développement régional, montrent que ce genre d'opérations doit désormais dépasser l'objectif politico-militaire. Le maréchal Lyautey disait : « Les coups d'éclat qui défrichent les mauvaises herbes ne servent à rien si elles repoussent le lendemain. » Là encore, le rôle des forces locales comme agent du développement des régions reconquises est capital et leur accompagnement par nos forces est un capital immatériel que la France détient, notamment depuis l'armée d'Afrique.
- **La sélection d'unités aguerries, bien équipées, encadrées par des chefs connus, en somme pleinement crédibles, parmi les troupes locales sur chaque théâtre.** Elles seraient capables de manœuvrer de façon privilégiée avec les forces françaises pour des opérations « coups de poing ». Envers



¹⁴ Système Armé à Létalité Autonome.

¹⁵ Opération Militaire Conjointe Transfrontalière.

¹⁶ Force conjointe interafricaine du Groupe des cinq pays du Sahel, qui lutte contre les trafics et le terrorisme, notamment dans les zones transfrontalières.

ces dernières, seront fait un effort de formation tactique, éthique et technologique (notamment sur des SICs et certains moyens RENS¹⁷ accessibles à tous), et de soutien logistique (équipements individuels, ravitaillement), incluant des cessions en mode réactif. Après étude sur ses conséquences opérationnelle (sécurité-confidentialité de notre dispositif) et organique (engagement juridique, procédures financières et d'achat, maintenance, etc.), une telle démarche mérite d'être envisagée et ce, dans les mois suivant notre engagement sur un théâtre, afin d'éviter toute rupture tactique et technologique entre les armées françaises et les forces locales amies. Elle donnerait confiance aux troupes locales, notamment pour répondre à l'opportunisme tactique et souvent technologique de l'ennemi.

- **L'unité de commandement**, de décision et d'action sur les forces françaises et locales à l'échelle du théâtre considéré. C'est elle qui apporte la meilleure intelligence et agilité d'emploi au commandeur. Lyautey déléguait les opérations sur le théâtre à certains de ses généraux qui agissaient en permanence de concert, dans une manœuvre opérative globale où chaque effecteur (troupes régulières européennes ou indigènes, goums, OAI) était employé en appui, en complémentarité l'un de l'autre.
- **La constance dans la stratégie développée à l'égard des alliés et des adversaires.** Aujourd'hui, le commandant d'une force a normalement la pleine maîtrise et la connaissance des alliances, de la nature des discussions officielles ou officieuses que la France entretient avec les différentes factions d'un conflit, sans avoir pour autant la même latitude que Lyautey¹⁸. Quelle que soit la complexité des relations entre gouvernement et partis d'opposition, ethnies ou tribus rivales ou encore l'historique des liens entre la France et telle ou telle composante, un choix unique national français doit être fait sur les troupes locales sur lesquelles la France souhaite s'appuyer. L'opacité et les alliances contradictoires provoquent des aigreurs, apparaissent comme des trahisons et se retournent souvent contre celui qui a modifié sa parole ou joué un double-jeu. Tout en marchant sur le fil de la lame entre Arabes et Berbères, Lyautey a toujours choisi le camp du

Sultan vis-à-vis du Caïd de Fès, Moulay-Hafid, le Caïd Siba, Thami El Glaoui le maître des montagnes de Marrakech, ou encore le sécessionniste Abdelkrim. Malgré le romantisme entretenu à l'égard de la figure berbère¹⁹ et qui a souvent étreint les diplomates, les écrivains, les humanitaires et même les officiers français, Lyautey a toujours défendu une politique chérifienne alaouite et un recrutement de troupes locales fidèles à Mohamed V.

Le maréchal Lyautey a donc été le vrai fondateur de l'armée d'Afrique, composée en grande partie de troupes indigènes, en provoquant dans ses rangs ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui l'amalgame : une véritable estime mutuelle entre guerriers européens et arabo-berbères, forgée dans les combats mais également dans la conscience du développement d'un Maroc unifié et moderne. Elle s'est exprimée durant la pacification et le Protectorat et même au-delà. Elle s'est aussi manifestée en Europe parmi les troupes régulières : spahis de la Marne en septembre 1914, d'Uskub en septembre 1918, de La Horgne en mai 1940 ou de la vallée du Rhône en juin 1940. Elle s'est également exprimée au sein des troupes particulières, avec bien évidemment les goumiers du Garigliano, du débarquement de Provence de 1944 et ceux des combats des Vosges et d'Alsace à l'automne et à l'hiver 1944-45. Cette fraternité d'armes vantée par Lyautey reposait sur une sincérité et une équité relationnelles, une exposition également partagée au combat, un humanisme profond des officiers des armes ou des OAI, donc une confiance réciproque, un projet commun qu'était la construction d'un pays. Sous l'impulsion de cette « méthode Lyautey » employée auprès des troupes locales, la France a construit un Maroc pacifié et unifié.

Aujourd'hui, même si le contexte a évolué et que la France n'intervient qu'en appui de nos camarades africains, la vision du maréchal Lyautey sur les relations à entretenir avec les armées nationales et les troupes locales reste d'actualité, avec tout de même quelques adaptations au contexte d'aujourd'hui d'engagement de nos forces. La coopération avec ces troupes locales, quelle que soit leur nature, tout en prenant certaines précautions de cohérence éthique et militaire, répond parfaitement à la majeure partie des facteurs de supériorité opérationnelle du combat d'aujourd'hui et de celui de demain.

¹⁷ Les matériels cédés (téléphones portables, mini-drones civils, etc.), employés par certaines armées ou milices actuelles, n'entameraient en rien la sécurité de nos propres dispositifs.

¹⁸ À l'époque et pour le Maroc, il maîtrisait à la fois les outils de la puissance (la stratégie militaire, économique, culturelle) et ceux de l'influence (la diplomatie). Par ailleurs, le niveau d'intervention que le niveau central pouvait assurer sur le commandement politico-militaire du Protectorat s'adaptait aux moyens de transmission et de communication du début du XX^e siècle, qui de fait donnaient une certaine latitude au Résident. Celle-ci n'est plus envisageable aujourd'hui.

¹⁹ Montagnards de l'Atlas marocain, Kabyles d'Algérie ou Touaregs du Sahara et du Sahel.

■ Références bibliographiques ou numériques ayant servi à cet article

Sur le maréchal Hubert Lyautey

- « *Du rôle colonial de l'armée* » d'Hubert Lyautey. Revue des deux mondes (1900).
- « *L'action coloniale* » d'Hubert Lyautey (1920).
- « *Lyautey* » d'André Maurois publié aux éditions Plon (1931).
- « *Lyautey l'Africain ou le rêve immolé* » de Jacques Benoist-Méchin publié aux éditions Plon (1978).
- « *Lyautey* » d'André Le Révérend publié aux éditions Fayard (1983).
- « *Lyautey : le ciel et le sable sont grands* » d'Arnaud Teyssier publié chez Tempus Perrin (2009).

Sur les forces locales : spahis et goumiers

- « *Le 1^{er} spahis marocain* » de Thierry Moné publié chez Lavauzelle.
- « *L'armée d'Afrique de 1830 à l'indépendance de l'Algérie* » de Pierre Montagnon paru chez Pygmalion (2012).
- Site de l'association *La Koumia* (site www.lakoumia.fr).
- *Les Goums marocains 1908-1956/ L'Armée d'Afrique - Cercle algérieniste* (site www.cerclealgerianiste.fr).
- *Histoire des Goumiers marocains* : documentaire accessible sur You tube.

Sur le partenariat militaire opérationnel

- *DIA-3.4.5.1_AMO sur le partenariat militaire opérationnel* publié par le CICDE.

Autres :

- « *De la Guerre en Afrique* » du général Yusuf réédité aux éditions Lavauzelle.
- « *De la stratégie, de la tactique, des retraites et du passage des défilés dans les montagnes des Kabyles* » : rapport du maréchal Bugeaud.
- « *L'Empire des sables. La France au Sahel-1860-1960* » d'Emmanuel Garnier publié aux éditions Perrin (2018).
- « *Guérilla dans le désert 1916-1918* » de Sir T.E. Lawrence réédité chez Broché (1992).